

EXECUTIVE SUMMARY

« Combien coûte un confinement ? »

Etude des secteurs du Commerce de détail et de l'Hôtellerie – Restauration

La pandémie de Covid-19 a imposé des défis inédits à l'économie mondiale, nécessitant des mesures de confinement strictes pour limiter sa propagation. En France, ces mesures ont eu un impact considérable sur différents secteurs, notamment le commerce de détail et l'hôtellerie-restauration. Ces deux secteurs, vitaux pour l'économie nationale par leur contribution au PIB et leur rôle dans l'emploi, ont été profondément affectés par les restrictions de mouvement et la fermeture des établissements non essentiels. Ce rapport présente une analyse technique de l'impact économique et social de ces confinements sur ces secteurs, en s'appuyant sur des données de l'INSEE et une méthodologie d'analyse statistique descriptive.

L'analyse repose sur une méthode quantitative, utilisant les données sectorielles fournies par l'INSEE, révisées selon la méthodologie de 2017. Les principaux indicateurs économiques et sociaux sont analysés, incluant le chiffre d'affaires, l'emploi (en équivalents temps plein), et le nombre d'entreprises. Une comparaison a été effectuée entre les périodes pré-confinement, pendant le confinement, et post-confinement pour évaluer l'impact direct et indirect des restrictions sanitaires. Les différences sectorielles ont été mises en évidence pour souligner les disparités d'impact.

Le secteur de l'hôtellerie-restauration a subi de plein fouet les conséquences des confinements. Une perte de chiffre d'affaires estimée à 32 366 millions d'euros et une réduction des effectifs de 198 210 en équivalents temps plein caractérisent l'impact sévère subi. Malgré cela, le nombre d'entreprises a augmenté de 8 604, une dynamique surprenante qui pourrait refléter une anticipation de reprise économique et une résilience des entrepreneurs face à la crise. Cette hausse peut aussi suggérer un renouvellement du paysage sectoriel, avec l'émergence de nouveaux acteurs adaptés au contexte postpandémique (livraison à domicile).

Le commerce de détail présente une situation contrastée. D'une part, le secteur a enregistré un excédent de chiffre d'affaires de 8 794 millions d'euros et une augmentation notable de l'emploi, avec 1 431 656 effectifs équivalents temps plein supplémentaires. D'autre part, 12 642 entreprises ont fermé leurs portes, dépassant les prévisions. Cette dichotomie reflète les inégalités au sein du secteur, avec une croissance des grandes surfaces et du commerce en ligne, tandis que les petits commerces et les magasins spécialisés ont souffert.

L'analyse met en lumière la nécessité d'approches ciblées dans le soutien gouvernemental. La disparité des impacts appelle à une différenciation des aides, pour soutenir efficacement les sous-secteurs les plus touchés. Pour l'hôtellerie-restauration, gravement impactée, des mesures telles que des aides directes, des allègements fiscaux et des prêts à taux réduit sont essentielles. Dans le commerce de détail, le soutien devrait être nuancé, favorisant les petites entreprises et les commerces de proximité face à la concurrence accrue du commerce en ligne et des grandes surfaces.

L'impact des confinements sur le commerce de détail et l'hôtellerie-restauration en France a été profond, révélant à la fois des vulnérabilités et des capacités de résilience. L'analyse souligne l'importance d'une politique de soutien gouvernemental adaptée, capable de répondre aux besoins spécifiques de chaque secteur et sous-secteur. La crise a exacerbé les inégalités existantes, mais offre également l'occasion de repenser les modèles d'affaires et de promouvoir une reprise économique plus inclusive et durable. Les leçons tirées de cette crise devraient guider l'élaboration de stratégies pour renforcer la résilience économique et sociale face aux défis futurs.